



**LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: UN DESASTRE
HUMANITAIRE ET DES DROITS DE L'HOMME**

Un rapport de Survie et Waging Peace – Novembre 2007

WAGING PEACE

Queensway Business Centre

32 Queensway

London W2 3RX

0207 243 0300

www.wagingpeace.info

SURVIE-FRANCE

210 rue St Martin

75003 Paris

01 44 61 03 25

contact@survie-france.org

www.survie-france.org

Table des matières

Résumé	4
Introduction.....	5
La crise actuelle en République Centrafricaine	10
Le rôle de la France en République Centrafricaine.....	20
Conclusion.....	26
Recommandations.....	28
Annexe 1: UNHCR, Fiche d'Information – République Centrafricaine, Octobre 2007.....	3
Annexe 2: HDPT, Fiche d'Information République Centrafricaine, Novembre 2007....	33
Annexe 3: HDPT, Carte de la RCA	34

Survie:

Survie est une association (loi 1901) qui mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud.

Elle fonde son action sur la légitimité qui incombe à chacun d'interpeller ses élus et d'exiger un contrôle réel des choix politiques dans tous les domaines.

Elle compte 1600 adhérents, plusieurs centaines de militants et une vingtaine de groupes locaux qui relaient ses campagnes dans toute la France.

L'engagement de Survie repose sur un constat: Les problèmes de développement et la pauvreté dans les pays du Sud ont avant tout des causes politiques. C'est donc dans le champ politique qu'il convient d'agir.

Waging Peace:

Waging Peace est une organisation non gouvernementale qui oeuvre contre les génocides et violations systématiques des droits de l'homme. Nous concentrons notre recherche en particulier sur l'Afrique ainsi que sur les atrocités ignorées par la communauté internationale.

Remerciements:

Produit: Louise Roland-Gosselin

Ecrit: Vincent Munié et Louise Roland-Gosselin

Contributions: Damien Percy and James Weatherhead

Waging Peace et Survie tiennent à remercier tous les individus ainsi que les organismes humanitaires et des droits de l'homme en RCA qui ont partagé leurs expériences avec la mission et nous ont apporté une assistance logistique et médicale. Notre travail en RCA et la publication de ce rapport n'auraient pas été possibles sans leurs généreuses contributions.

I. Résumé

En Juillet 2007, les organisations des droits de l'homme *Survie* et *Waging Peace* ont organisé une mission commune de recherche en République Centrafricaine (RCA). Les conclusions de cette mission et du travail de recherche effectué en France et en Angleterre sont contenues dans ce document.

Les objectifs principaux du rapport commun de *Survie* et *Waging Peace* sont de proposer un aperçu récent de la situation politique, économique, humanitaire et des droits de l'homme en République Centrafricaine, ainsi qu'offrir un analyse des causes et dynamiques de la crise actuelle en RCA. La communauté internationale se concentrant sur la situation au Darfour et

au Tchad, le conflit en RCA a été largement ignoré. Présenté par les médias et par la France¹ comme un débordement de la crise au Darfour, le conflit en RCA a avant tout des causes endogènes.

Depuis son indépendance en 1960, la RCA a connu une crise à la fois politique, économique, humanitaire, sécuritaire et des droits de l'homme. La récente instabilité politique a entraîné une dégradation générale de la situation, en particulier concernant la situation humanitaires et des droits de l'homme.

Marginalisées et ignorées par le Gouvernement de Bangui, les régions du nord de la RCA ont particulièrement souffert de la pauvreté, du sous-développement et de violations massives des droits de l'homme. Ainsi, des groupes de rebelles se sont formés dans ces régions, réclamant au gouvernement une amélioration de la situation sécuritaire, une véritable protection de la population civile, le développement d'infrastructures médicales et éducatives et la création de liens routiers et ferroviaires avec le reste du pays.

Au milieu de cette indifférence générale, un pays, la France, s'est particulièrement intéressé à la République Centrafricaine. Ayant exploité les ressources naturelles du pays jusqu'à l'indépendance du pays en 1960, la France a depuis continué à exercer de son pouvoir son ex-colonie. Pour un ensemble de raisons diplomatiques, économiques et stratégiques, les Gouvernements Français depuis 1960 ont prolongé leur influence sur la RCA en orchestrant les développements politiques majeurs du pays et en contrôlant son économie.

Jusqu'à présent, l'indifférence de la communauté internationale et la présence Française en RCA ont participé à la détérioration graduelle de la situation politique, économique, humanitaire et des droits de l'homme en RCA. A moins que les Nations Unies et l'Union Européenne adressent les cause principales de la crise en RCA en protégeant la population civile, en encourageant une réforme démocratique, en poursuivant ceux qui violent les droits de l'homme et en soutenant le développement du pays, la situation de la RCA ne fera que s'empirer, mettant la vie de milliers de civils en danger et risquant de déstabiliser la région entière.

¹ L'accord de défense entre la France et la RCA ne peut être activé que dans le cas d'une agression externe. Alors que les investigations entreprises par *Survie* et *Waging Peace* sur place révèlent peu de preuves de liens entre l'UFDR et le Soudan, la France maintient que le Gouvernement Soudanais soutient activement l'UFDR afin de légitimer son action militaire dans le nord-est de la RCA.

II. Introduction

Le 13 Décembre 2008, la république Centrafricaine (RCA) aura 50 ans. Son histoire depuis son indépendance en 1960 a été caractérisée par une série de coups d'état, de rebellions et de mauvaise gouvernance. La RCA souffre également de l'actuelle crise régionale et du flux d'armes et des incursions armées venant de ses voisins dont le Soudan, la République Démocratique du Congo (RDC) et le Tchad. Mal gérée par ses présidents et dictateurs successifs et abandonnée par la Communauté Internationale, la RCA est actuellement un pays en pleine crise politique, sécuritaire et économique où la pauvreté, le sous-développement et les violations des droits de l'homme sont le sort de la majorité de la population.

L'histoire politique mouvementée de la RCA

Niché au centre de l'Afrique, ce territoire plus vaste que l'hexagone est avant tout une pure construction coloniale. Colonisée et administrée dès 1905 par la France au sein de l'Afrique Equatoriale Française (AEF), l'Oubangui-Chari est aussitôt exploitée par de grandes compagnies coloniales. La pression coloniale ne se fait pas sans heurts, ainsi en 1928 la guerre du Kongo-Wara fait rage, les populations s'opposant au travail forcé que l'AEF leur impose. Dans ce contexte naît une timide prise de conscience politique, qui atteindra son apogée à travers la création du Mouvement pour l'Évolution Sociale de l'Afrique Noire (MESAN) de Barthélemy Boganda.

En 1958, Boganda devient le premier président de la République Centrafricaine. Il sera succédé l'année suivante par David Dacko après la mort de Boganda dans un accident d'avion. C'est sous Dacko que l'indépendance de la RCA sera proclamée le 13 Août 1960. Si l'indépendance a été proclamée sur des bases démocratiques, les années qui suivent sont chaotiques avec des cycles de putschs, entrecoupés d'élections plus ou moins régulières. L'instabilité chronique de la vie politique centrafricaine est évidemment une autre cause de stagnation et de régression.

En 1966, Jean-Bedel Bokassa prend le pouvoir par un coup sanglant et instaure un régime dictatorial et criminel. C'est de cette époque que datent les derniers grands investissements publics dont les traces visuelles se concentrent à Bangui. Ce sont les quelques grands bâtiments et hôtels de la ville, le bitumage des routes, l'édification d'infrastructures telles que l'aéroport Mpoko, le lycée de la ville, les deux hôpitaux (Communautaire et Amitié), la centrale électrique de Boali II ainsi que l'ébauche d'un réseau d'eau communal dans la capitale et l'installation de l'éclairage public. Néanmoins, ces réalisations ont toutes souffert de la déliquescence de l'économie et de l'absence de nouveaux investissements et sont pour la plupart en ruine.

Dans un deuxième coup soutenu par la France, Dacko revient au pouvoir en 1979, après que Bokassa ait aboli la Constitution, dissout l'Assemblée Nationale et se soit proclamé Empereur Bokassa I en 1976. Dacko n'est aux yeux de l'Élysée qu'une solution provisoire et en 1982 la France soutient le coup d'Etat du Général Kolingba. Celui-ci entreprendra une réforme constitutionnelle et instaurera des élections libres qu'il perdra en 1993 en faveur de Ange-Félix Patassé.

Au court des années 1990, le gouvernement de Patassé sera confronté à de nombreuses mutineries qui seront finalement contrôlées par un accord de paix en Janvier 1997 et la présence d'une force Africaine (MISAB) puis Onusienne (Mission des Nations Unies en République Centrafricaine, MINURCA). Mais en March 2003, les Forces Armées Centrafricaines de Patassé et la Force Multinationale en Centrafrique (FOMUC) mise en place par la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) ne résistent pas à une nouvelle attaque de Bozizé qui prend alors le pouvoir. Deux ans plus tard, Bozizé gagnera les élections présidentielles et c'est sous ce mandat qu'il continue de gouverner la RCA.

Une grave crise humanitaire et des droits de l'homme

Soumis aux attaques de deux rébellions, l'une dans le nord-est (l'Union Démocratique des Forces du Rassemblement -UFDR), l'autre dans le nord-ouest (l'Armée Populaire du Rassemblement Démocratique- APRD), le pays affronte cette année encore une grave crise sécuritaire. Si l'activité de l'UFDR semble avoir été jugulée par un accord politique signé en avril 2007, l'APRD reste active, laissant les régions du nord-ouest dans une instabilité chronique.

Conséquence des violences réciproques de l'armée et de la rébellion, près de 300 000 Centrafricains ont été déplacés par le conflit dont 212 000 en RCA et 80 000 au Chad, Cameroon et Soudan². D'autre part, à Sam Ouandja, (frontière du Soudan) un groupe de 2646 réfugiés Soudanais est installé dans un camp depuis le début de l'année, après la destruction de Darfak (Sud Darfour) par les Jenjawids et troupes gouvernementales Soudanaises. Sur ce point et selon l'évolution de la crise du Darfour, la RCA pourrait voir accroître ce flux de réfugiés, source de complications politique et humanitaire.

Bien que les violences armées n'aient pas atteint les atrocités de masse répertoriées dans les conflits environnants, des exactions sur les populations civiles sont régulièrement rapportées. Aucun des différents gouvernements de l'indépendance n'a jamais su promouvoir un vrai renouveau politique, démocratique, respectueux des droits fondamentaux, issu de la société civile. En conséquence, des violations massives des droits de l'homme dont des exécutions sommaires, la torture, le viol (quasi institutionnalisée chez les militaires et miliciens), le recrutement d'enfants soldats et la taxation illégale sont pratiques communes. Bien que les groupes rebelles du nord sont responsables pour une partie des violations, les Forces Armées Centrafricaines et la Garde Présidentielle commettent la majorité des abus. Les forces armées ont en particulier pour habitude de mettre feu aux habitations et d'attaquer les populations civiles considérées comme proches des groupes rebelles. Malgré ces abus, le gouvernement Centrafricain a fait très peu pour punir ces exactions et les responsables de ces atrocités continuent d'agir en toute impunité.

Une grave crise économique et une corruption systématique

A l'instabilité politique et sécuritaire de la RCA s'ajoute à une grave faillite économique du pays. Si les finances nationales sont au plus bas -contraintes par la charge d'une dette très importante³ - la structure même du PIB⁴, le régime fiscal et sa fiabilité, et l'absence d'intérêt des bailleurs de fond ont bénéficiés d'une relative passivité des institutions multilatérales.

² UNHCR, Fiche d'Information – République Centrafricaine, Octobre 2007

³ Le stock de la dette publique est en 2007 de 1200 milliards de \$ U.S.

Ainsi les ajustements structurels imposés par la Banque mondiale n'ont favorisés que peu de privatisations⁵. Les services publics ont ainsi été laissés sous la seule dépendance d'un état en échec de paiement, comme en témoigne la situation des grands services régaliens: la santé, l'éducation nationale subissent cette année encore une crise profonde et ancienne, que trahissent pour exemple, les chiffres terrifiants de la mortalité infantile (132 pour 1000 naissances), de l'espérance de vie (40 ans) ou du taux d'alphabétisation dans le primaire (40, 7%).

Une note d'espoir pourrait être l'accès du pays à l'initiative « PPTTE renforcée », le point de décision devant être atteint en octobre 2007. A ce moment, une première part de la dette publique sera annulée. Le pays vit actuellement sous la perfusion des prêteurs et donateurs et il est notable de constater que depuis 5 ans l'un des principaux bailleurs de fond est devenu l'Union Européenne, comme en témoigne un cumul de 100 millions d'euros d'aides diverses en 2006. Cependant, aux yeux de tous les observateurs, les diverses initiatives d'aide et d'effacement de dettes ne participeront à l'amélioration de la vie des Centrafricains qu'à la condition d'une profonde refonte du tissu économique et de certaines pratiques nationales.

La crise économique actuelle de la RCA ne peut en effet se comprendre sans prendre en compte la très forte corruption de l'administration, occasionnant la subtilisation et le recel des modestes gains de la nation au profit d'une élite tendant parfois au népotisme. Cette corruption endémique s'étend jusqu'au sommet de l'Etat et occasionne un très fort déséquilibre des comptes. Le train de vie du pays est donc fortement limité par l'énorme déficit public. Il se dégage en conséquence l'un des traits caractéristiques de la RCA moderne : l'Etat limite son emprise à Bangui et quelques villes (Bossanguoa, Berberati, Bouar, Ndele, Bria, Kaga Bandoro), laissant le reste du pays hors de toute administration.

La concentration des ressources autour de Bangui est perceptible notamment dans l'absence de route ou chemin de fer traversant le pays: il est impossible durant la saison des pluies de rejoindre le nord, ou même de s'éloigner de Bangui. En l'absence de frontières maritimes, le pays est ainsi victime de son enclavement. Cette absence de vecteurs routiers ou ferroviaires devient l'obstacle majeur à franchir pour l'investissement étranger.

Malgré cet abandon d'une grande partie du territoire dans le domaine social et sécuritaire, la RCA conserve toutes ses prérogatives dans l'exploitation minière et forestière, en délivrant à travers le puissant ministère des mines et de l'énergie⁶ les droits à concessions. Mais dans ce secteur aussi le transfert de bénéfices reste d'une opacité extrême, les chiffres officiels de production passant pour être fantaisistes. Il est parfaitement clair qu'une part importante des minerais prélevés échappe au contrôle du pays.

La RCA: une position stratégique en Afrique

L'enclavement qui pèse sur l'attractivité de la RCA se convertit en un atout stratégique non négligé en particulier par la France. En effet, comme le nom même du pays l'indique, la RCA se trouve au centre du continent, une position idéale pour le pré positionnement de troupes. Le rayonnement assuré depuis les rives de l'Oubangui couvre toute l'Afrique centrale, comme

⁴ En 2007 : 57% primaire, 12% secondaire, 31% tertiaire.

⁵ Excepté le secteur pétrolier.

⁶ Le ministre en est Sylvain Ndonguyaye, officier, neveu du chef de l'état, nommé en Juillet 2007 ministre des finances, tout en conservant les mines.

l'ont prouvé diverses projections de l'armée française effectuées depuis 1960, aux Zaïre, Rwanda et Ouganda.

Cette clé stratégique a été soigneusement entretenue par la France. La présence de deux bases militaires françaises, Bouar et Bangui, de 1960 à 1998, et du personnel afférent (jusqu'à 3000 hommes simultanément présents), constitueront en leur temps une ressource non négligeable pour la nation autant dans le domaine économique par l'apport de devises des expatriés concernés que sur le plan politique, l'armée Française ayant arbitré quasiment tous les changements de dirigeants. En ce sens, il est difficile de prétendre à décrire l'évolution et l'état de la RCA sans référence à l'interactivité française, ce point sera l'objet d'un chapitre spécifique.

Le drame du sous-développement

La République Centrafricaine recèle de matières premières dignes d'intérêts pour les grandes puissances. Qui plus est, la situation de la RCA n'est pas compliquée par des contraintes sahéliennes ou exposée à de grandes rigueurs climatiques. Enfin, l'Etat est ouvert, intégré dans divers ensembles économiques de la sous-région telles la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et la Banque Economique de l'Afrique Centrale (BEAC).

Cependant, la crise politique, économique et sécuritaire de la RCA a plongé le pays et sa population dans une pauvreté et un sous-développement aigu. Les chiffres du PNUD pour 2006 montrent en effet que deux tiers des Centrafricains vivent avec moins d'un dollar par jour et que la malnutrition touche la moitié de la population⁷.

Le sous-développement et la pauvreté touchent les populations rurales tout autant que les populations urbaines Centrafricaines. Les habitants des campagnes⁸ qui subsistent quasi exclusivement d'une agriculture vivrière, vivent en dehors de tout progrès. La totalité d'entre eux sont livrés à eux-mêmes et n'attendent aucun secours de l'Etat. Bien entendu, la vie de cette population se trouve limitée par le non-développement, la vulnérable aux maladies au premier rang desquelles figure le paludisme et à moindre échelle le sida et la trypanosomiase.

L'autre population, celle des villes, s'entasse pour une part dans les grands quartiers périphériques de Bangui⁹, ou une petite dizaine de villes moyennes telles Berberati, Bouar, Bossangoa, Ndele, Bambari, Bria, Kaga Bandoro. Ne bénéficiant ni d'électricité, ni d'eau courante, totalement sous l'emprise d'un chômage pouvant atteindre 60% de la population active, une part importante de cette population se voit intégrer de force dans une économie informelle faite d'échanges et de commissions. Élever une famille dans ces conditions est une tâche ardue, exigeant prioritairement l'accès à la nourriture et à l'eau potable. La scolarisation, quand elle est possible, devient alors un objectif secondaire.

Dans ce contexte, les critères d'appréciation de la situation générale du pays dont disposent les Centrafricains se trouvent réduits par la préoccupation de survivre, par un faible niveau d'éducation et la hantise de la guerre. Dès lors, il est facile pour les hommes politiques de braquer ou manipuler les opinions à l'aide d'une presse consentante, essentiellement

⁷ United Nations Development Program (UNDP), Human Development Report 2006, New York, 2006, http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/data_sheets/cty_ds_CAF.html

⁸ Le pays se trouve divisé entre une population urbaine (45%) et rurale (55%), tournées vers des ressources différentes

⁹ 600 000 personnes vivent officiellement à Bangui

radiophonique. Ceci explique pourquoi, loin de pousser à la régénération du débat d'idées en Centrafrique, l'opinion publique semble se résigner à supporter une crise, désormais acceptée comme immanente.

III. La crise actuelle en République Centrafricaine

Dirigée par un Gouvernement dont la priorité est de rester au pouvoir à tout prix, la République Centrafricaine a vu naître dans le nord du pays une opposition sous la forme de rebellions armées. Ces rebellions, ajoutées à la pauvreté extrême de la population et le sous-développement du pays, ont contribué à la grave crise humanitaire et des droits de l'homme en RCA.

1. Les rebellions

Bien que les rebellions du nord-est et du nord-ouest du pays soient indépendantes, toutes deux sont nées de l'extrême marginalisation de ces régions et de l'absence de protection gouvernementale offerte aux populations civiles.

Ces dernières décennies, la RCA est restée un des pays les pauvres au monde. Le recensement du PNUD place la RCA 172ème sur 177 pays pour ce qui est de l'Index de Développement Humain de 2006¹⁰. D'autres indicateurs comme le taux très élevé de la mortalité infantile, 106 pour 1000 en 2007, et une très faible espérance de vie, 40 ans pour les hommes et 45.7 pour les femmes, sont très inquiétant¹¹. Cependant, si la pauvreté extrême touche le pays entier, les régions du nord sont particulièrement marginalisées.

Les populations du nord manquent avant tout de services de bases tels que des écoles, des hôpitaux et des routes. A Birao en Juillet 2007, une petite équipe de *Médecins sans Frontières* fournissait les seuls soins médicaux disponibles dans la ville et les instituteurs de l'école n'avaient pas été payés depuis des semaines, les parents des élèves manquant d'argent pour les rémunérer¹².

L'absence de routes bitumées et de liens de transport entre le nord et le sud du pays limite les échanges à travers le pays et isole particulièrement les populations du nord de la RCA. Cet isolement est encore plus important pendant la saison des pluies où faire 50 kms devient un réel exploit. Dans le nord, les échanges commerciaux se font alors plus facilement avec les pays voisins qu'avec le reste de la RCA. A Birao en particulier, la majorité des biens viennent du Soudan. Bien que cette absence de liens de transport empêche le développement, cet isolement est une barrière naturelle contre toute avancée rebelle vers la capitale.

Souhaitant avant tout protéger la capitale d'une attaque rebelle potentielle, Bozizé a concentré son armée autour de Bangui, déployant peu de troupes pour protéger le reste du pays. La capacité du Gouvernement à protéger les populations civiles diminue ainsi au fur et à mesure

¹⁰ United Nations Development Program (UNDP), *Human Development Report 2006*, New York, 2006, http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/data_sheets/cty_ds_CAF.html

¹¹ HDPT, Fiche d'Information République Centrafricaine, Novembre 2007, http://hdptcar.net/files/documents/HDPT_CAR_Fact_Sheet_FRA.pdf

¹² Entretien de *Waging Peace* et *Survie* avec un instituteur à Birao (18 Juillet 2007)

que l'on s'éloigne de Bangui, laissant ces gens seuls faces aux abus des bandits et forces rebelles. De plus, les forces armées Centrafricaines présentes dans le nord du pays sont les premiers coupables des violations des droits de l'homme. Malgré le rôle de la France et de la FOMUC dans leur entraînement, les FACA et les GP restent connus pour leurs exactions et leurs attaques contre les populations civiles en réponse à toute avancée rebelle.

La rébellion de l'UFDR dans le nord-est

Active dans le nord-est de la RCA depuis 2003, l'Union Démocratique des Forces du Rassemblement (UFDR) regroupe un ensemble de rebellions. L'UFDR a ces racines dans l'extrême marginalisation des régions du nord-est et consiste principalement d'ex-libérateurs¹³ et des membres de l'ethnie Goula victimes de discrimination.

Les 500 soldats de l'UFDR sont relativement bien équipés et entraînés. Le groupe a également développé un programme politique, revendiquant davantage d'autonomie et le développement de la région. Les habitants du nord-est rencontrés par *Waging Peace* et *Survie* partagent les revendications de l'UFDR mais opposent son recours à la violence¹⁴. De plus, contrairement aux allégations du gouvernement centrafricain et de son équivalent français, selon la population locale et les ONG, le soutien du Tchad et du Soudan serait très limité.

En Octobre et Novembre 2006, l'UFDR, menée par Abdoulaye Miskine, a obtenu ses premiers succès militaires en capturant les villes de Birao, Ouadda-Djalle, Sam Ouandja, Ouadda et Ndele au nord-est de la RCA. Mais en Décembre, les Mirage F1 Français et les troupes du contingent Boali sont venus au secours de Bozizé et repoussent l'UFDR jusqu'à ses bases. Miskine a alors signé un accord de paix avec Bozizé en Libye le 3 Février 2007, obtenant ainsi la position de Conseiller du Président au sein du Gouvernement. Ne présentant aucune solution au sous-développement des provinces de la Vakaga et Bamingui-Bangoran, l'accord a été immédiatement dénoncé par la majorité de l'UFDR. La majorité des rebelles de l'UFDR, menés par le Général Zakaria Damane, ont donc attaqué de nouveau la ville de Birao en Mars 2007, provoquant de violent affrontements avec les forces Gouvernementales soutenues par la FOMUC et les Mirages Français venus en renfort de N'Djamena. Etant donné les affirmations contradictoires concernant cette dernière attaque et les accusations de crimes de guerre faites dans la presse à l'encontre de la France, il est important de revenir sur certains détails de ces affrontements.

Au lever du jour le 3 Mars 2007, les forces de l'UFDR attaquent les positions des FACAs et des forces Françaises dans la ville de Birao et à l'aéroport situé à 12 km de Birao¹⁵. Alertée par les combats, la population fui immédiatement dans la brousse environnante. Le jour même, l'UFDR s'est retiré avant d'attaquer de nouveau les forces gouvernementales dès le lendemain. Les Français ont fait appel au IIIè RPIMA de Bangui et aux Mirage stationnés à N'Djamena afin de venir au secours des 18 soldats Français positionnés à Birao au moment de l'attaque. Face à la puissance militaire Française, l'UFDR s'est retiré rapidement de la ville.

¹³ Les ex-libérateurs sont d'anciens partisans de Bozizé qui l'ont aidé à prendre le pouvoir et se sont sentis lésés par la suite.

¹⁴ Entretien de *Waging Peace* et *Survie* avec le Prefet de Birao (18 Juillet 2007) et avec trois habitants de Birao (18-19 Juillet 2007)

¹⁵ 18 soldates Français étaient positionnées à Birao à la suite de l'attaque de Novembre 2006.

Ces derniers combats ont eu des conséquences dévastatrices sur la ville de Birao. A la suite d'une mission d'évaluation à la fin Mars, l'ONU a estimé que 700 habitations ont été entièrement détruites et 94% de la population avait fui la ville, certains se réfugiant même au Darfour¹⁶. A la fin du mois de Juillet 2007, environ 6,000 des 14,000 habitants de la ville de Birao étaient retournés chez eux¹⁷ afin de reconstruire petit à petit la ville mais la destruction de Birao était encore très visible.

Des sources locales ont également confirmées que quatre civils ont été tués au cours des affrontements. Un jeune homme¹⁸ a expliqué à *Waging Peace* et *Survie* que son frère et trois autres personnes accusées à tort d'appartenir à l'UFDR avaient été fusillés ensemble au milieu de la route par les FACA.

A la suite des combats, le Gouvernement Centrafricain a accusé l'UFDR d'avoir incendié les maisons pendant leur retrait de la ville, et l'UFDR a répliqué que les FACA et les Mirages Français ont détruit la ville lorsqu'ils en ont repris le contrôle. D'après des entretiens avec des organisations humanitaires et des habitants de Birao présents en Mars 2007¹⁹, il semblerait que l'UFDR aurait en effet mis feu aux maisons de partisans du gouvernement tandis que les deux tiers des destructions auraient été commises par les FACA et les GP en représailles contre les habitants accusés de collusion avec l'UFDR.

Des conversations avec les habitants de la ville et les autorités locales ont également révélé la dimension ethnique des combats de Mars²⁰. Tandis que la majorité de la population de Birao est d'origine Kara, d'autres groupes ethniques dont les Haussa, Yulu, Runga et Goula sont également présents à Birao. Les Goulas, une minorité ethnique présente au sein de l'UFDR, sont perçus par les forces et autorités locales dont le Maire de la ville²¹, comme des soutiens de l'UFDR. Pendant les combats de Mars, les FACA et les GP ont mis feu tout particulièrement aux quartiers Goula de la ville. Craignant des représailles, la majorité des habitants Goulas de la ville n'étaient pas retournés à Birao en Juillet 2007.

Finalement, il est nécessaire de clarifier le rôle des forces françaises au cours des événements de Mars. Les 18 soldats français présents à Birao lorsque les combats ont débuté le 3 Mars n'avaient pas les moyens d'intervenir efficacement mais on ne sait toujours pas pourquoi les forces françaises ne sont pas intervenues pour arrêter les combats lorsque les renforts venus de N'Djamena sont arrivés. Pour ce qui est des deux Mirages F1 Français, il semblerait qu'ils n'aient pas participé aux affrontements dans Birao mais qu'ils aient visés des voitures de l'UFDR aux alentours de la ville. Des civils présents au cours des combats décrivent avoir vu deux Mirages tirant 6 roquettes chacun en dehors de Birao²². Alors que les français n'ont pas

¹⁶ United Nations, "The people are traumatized", *Report of a joint UN/NGO mission to Birao and Am Dafok, Central African Republic 23-25 March 2007*, 31 May 2007, [http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/\(httpDocuments\)/B22B43337F8CF36FC12572E2002C98F7/\\$file/Birao+mission+report+30Mar2007.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpDocuments)/B22B43337F8CF36FC12572E2002C98F7/$file/Birao+mission+report+30Mar2007.pdf)

¹⁷ Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec le Prefet de Birao (18 Juillet 2007) et travailleur humanitaire à Bangui (16 Juillet 2007)

¹⁸ Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec le frère d'un des civils tués au cours des combats de Mars à Birao (19 Juillet 2007)

¹⁹ Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec quatre civils à Birao (18-19 Juillet 2007)

²⁰ Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec un membre de la communauté humanitaire à Bangui (17 Juillet 2007) et avec la population civile locale (18-19 Juillet 2007)

²¹ Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec le Maire de la ville de Birao (19 Juillet 2007)

²² Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec un témoin des combats de Mars 2007 à Birao (18 Juillet 2007)

directement contribué à la destruction de la ville de Birao, ils ont permis aux FACA de récupérer la ville et d'y mettre feu.

Le 5 Mars, les forces françaises ont commencé à patrouiller Birao et ont restauré le calme dans la ville. Les Français ont également insistés pour que les FACA et GP de Birao soient remplacés par un contingent plus jeune et davantage discipliné. La population de Birao est en grande partie reconnaissante de la présence militaire française, assurant à *Waging Peace* et *Survie* qu'ils quitteraient la ville si les troupes Françaises se retireraient. Ce constat suggère quelles forces Gouvernementales sont dans l'incapacité totale de protéger les populations en dehors de Bangui et que la présence d'une force internationale semble nécessaire jusqu'à ce que le gouvernement soit capable d'assurer la sécurité.

Depuis les évènements de Mars 2007, un cessez-le-feu a été signé le 13 Avril 2007 par le Gouvernement Centrafricain et Zakaria Damane. Miskine et Damane ont maintenant rejoint le Gouvernement en tant que Conseillers à la Présidence et des patrouilles jointes FACA-UFDR ont débutées²³. Mais des organisations des droits de l'homme et des opposants au régime craignent que cet accord ne serve que Damane et Miskine et n'adresse pas les causes du conflit dans le nord-est, notamment la marginalisation de la Vakaga²⁴.

La rébellion de l'APRD dans le Nord Ouest

Bien que l'équipe de *Waging Peace* et celle de *Survie* n'aient pas pu se rendre dans le nord-ouest du pays pour des raisons de logistique et de sécurité, elle a rencontré des organisations humanitaires et des agences de l'ONU travaillant dans cette partie du pays. L'ancien président Félix Patassé venant de la région du nord-ouest, celle-ci a une importance particulière aux yeux de Bozizé. La rébellion dans le nord-ouest est dominée par Armée Populaire pour la Restauration de la République et la Démocratie (APRD). Créé à la suite de l'élection contestée de Bozizé en 2005, l'APRD rassemble les anciens

GP de Patassé et des membres d'autres groupes armés. L'APRD ne compte qu'environ 1000 hommes mal entraînés dont seuls 200 ont accès à des armes automatiques²⁵.

L'APRD est moins politicisé que l'UFDR et ne semble pas avoir élaboré de programme politique clair. Le groupe rebelle dit vouloir restaurer la paix dans la région et adresser les revendications politiques de la population. La présence de coupeurs de route et l'absence de protection offerte aux populations locales par les forces armées Centrafricaines a contribué au développement de l'APRD. Depuis 2005, des violations massives des droits de l'homme par des bandits, groupes rebelles et forces armées ont contribué au déplacement d'environ 122,000 civils dans le nord-ouest²⁶.

2. Une crise humanitaire et des droits de l'homme qui s'aggrave

²³ En Juillet 2007, un officier des FACA a expliqué à *Waging Peace* et *Survie* que des patrouilles FACA-UFDR avaient commencé à Bria. Elles n'avaient pas encore débutées à Birao.

²⁴ Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec un avocat des droits de l'homme à Bangui (16 Juillet 2007) et un éditeur d'un journal d'opposition à Bangui (12 Juillet 2007)

²⁵ Human Rights Watch, *State of Anarchy: Rebellion and Abuses against Civilians*, HRW report Volume 19, No. 14(A), September 2007. <http://hrw.org/reports/2007/car0907/car0907web.pdf>

²⁶ HDPT, Fiche d'Information République Centrafricaine, Novembre 2007, http://hdptcar.net/files/documents/HDPT_CAR_Fact_Sheet_FRA.pdf

L'absence de protection et de justice

Après avoir pris le pouvoir, Bozizé a immédiatement tenté de limiter la liberté de la presse. Un éminent journaliste de Bangui a expliqué à *Waging Peace* et *Survie* que malgré l'assouplissement des lois limitant la liberté de la presse ces dernières années, il craignait à tout moment d'être jeté en prison du fait de la nature de son travail²⁷. Bien que son journal soit vendu librement dans les rues de Bangui, cet opposant expérimenté des régimes dictatoriaux a passé plusieurs mois en prison et se dit régulièrement suivi par des agents du gouvernement.

Dans les villes, la population civile se trouve à la merci de forces armées brutales et mal entraînées. La GP en particulier a été impliquée dans de nombreux cas de viols, d'arrestations sommaires et de violences. Un membre de l'opposition a également confié à *Waging Peace* et *Survie* qu'un soldat de la GP avait tenté d'assassiner un membre de sa famille²⁸.

En dehors de Bangui, les violations des droits de l'homme sont étroitement liées avec le conflit. Tandis que d'une part les officiers et leurs unités continuent de commettre des violations en toute impunité, d'autre part, l'absence d'autorité de l'état sur de nombreuses régions a permis à des groupes rebelles et des groupes de bandits, appelés « zaraginas », d'attaquer de nombreux villages, pillant et exécutant les habitants. Les groupes rebelles actifs dans le nord du pays sont responsables de nombreuses violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Néanmoins, les FACA et GP auraient commis les violations les plus sérieuses, dont des attaques indiscriminées contre des villages, des centaines d'exécutions sommaires, la destruction de plus de 10 000 maisons et l'utilisation du viol comme arme de guerre²⁹, provoquant l'exode de près de 300 000 personnes.

Dans le nord-ouest, l'APRD est responsable de nombreux pillages, kidnappings, taxations forcées et violence à l'encontre des populations civiles³⁰. Le 11 Juin 2007, les rebelles de l'APRD ont également « accidentellement » tiré sur un véhicule de MSF, tuant Elsa Serfass, une jeune infirmière Française.

Dans le nord-est, l'UFDR a commis des exécutions sommaires et des pillages lors d'attaques sur des villages. Au cours de leur visite à Birao, des témoins directs ont indiqué à *Survie* et à *Waging Peace* que l'UFDR avait mis feu à des maisons d'individus qu'ils suspectaient de soutenir les FACA, lors des attaques de Mars 2007³¹.

Aucun des gouvernements au pouvoir depuis l'indépendance n'a promu une réelle réforme démocratique, respectueuse des droits de l'homme et de la société civile. Face aux violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire sur son territoire, le gouvernement centrafricain n'a pas pris de réelles mesures afin de rétablir l'état de droit.

²⁷ Entretien de *Waging Peace* et *Survie* avec l'éditeur d'un journal d'opposition (Bangui, 12 Juillet 2007)

²⁸ Entretien de *Waging Peace* et *Survie* avec un membre de l'opposition (Bangui, 16 Juillet 2007)

²⁹ Pour des détails de violations, lire: Human Rights Watch, *State of Anarchy: Rebellion and Abuses against Civilians*, HRW report Volume 19, No. 14(A), September 2007.

<http://hrw.org/reports/2007/car0907/car0907web.pdf>

³⁰ *Ibid*

³¹ Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec un témoin des combats de Mars 2007 à Birao (18 Juillet 2007)

Cette absence de justice et de condamnation ne fait qu'encourager un cercle vicieux d'attaques et de représailles.

Les FACA et les GP peuvent piller, terroriser et tuer les populations civiles en toute impunité. Selon un avocat des droits de l'homme rencontré à Bangui, l'absence de jugement pour les viols commis par les forces armées est particulièrement inquiétante³². Les quelques cas ayant été présentés à un juge par des associations des droits de l'homme ont été systématiquement rejetés. Si le gouvernement n'agit pas immédiatement pour mettre fin à ces exactions et à cette culture de l'impunité, les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire continueront.

Une crise humanitaire qui s'aggrave

Malgré une augmentation de la présence des organisations humanitaires ces deux dernières années, la situation humanitaire en RCA continue de se détériorer et la population reste démunie. La résurgence des combats dans le nord et l'exode des populations sont parmi les causes principales de la aggravation de la situation humanitaire. En Octobre 2007, 212 000 Centrafricains étaient des déplacés à l'intérieur de leur propre pays et 80 000 de plus avaient pris refuge dans des pays voisins³³. Un quart de la population était à cet époque en besoin d'assistance humanitaire. Fin Septembre 2007, il y avait également 8578 réfugiés et demandeurs d'asiles (principalement du Soudan, RDC et Tchad) en RCA³⁴.

Dans le nord-ouest du pays, 122 000 civils ont été déplacés à la suite de la reprise des combats et des incendies d'habitations. Une grande partie de la population vit dans la brousse, avec des pénuries d'eau de nourriture, un manque d'hygiène dangereux, sans défense contre toute attaques³⁵.

Dans le nord-est, 65,000 personnes ont été déplacées à cause des combats, dont 30,000 dans la Vakaga. Une partie de la population a commencé à retourner dans les villages mais beaucoup de déplacés continuent de se réfugier dans les environs de Am Dafok. En Juillet 2007, *MSF* et *Triangle* avaient une présence permanente à Birao, mais d'importants besoins tels que l'éducation, la santé et l'agriculture n'étaient pas couverts. Dans la ville de Birao en particulier, les réserves de graines stockées pour la saison de pluies ont été largement brûlées au cours des combats de Mars. Finalement, *Survie* et *Waging Peace* partagent les inquiétudes de la mission de l'ICVA sur l'absence de développement depuis Mars 2007, l'abandon politique et économique de la Vakaga étant une des causes du mécontentement général et du soutien pour l'UFDR³⁶.

En plus de l'aide destinée aux populations locales, les organisations humanitaires à Sam Ouandja ont adressé les besoins de 2,646 réfugiés venus de Daffak au Sud du Darfour en May 2007. Ces derniers mois, le *PAM*, *FAO*, *UNICEF*, *Triangle* et *IMC* ont commencé à fournir

³² Entretien de *Survie* et *Waging Peace* avec un avocat des droits de l'homme (Bangui, 16 Juillet 2007)

³³ UNHCR, Fiche d'Information – République Centrafricaine, Octobre 2007

³⁴ UNHCR, Fiche d'Information – République Centrafricaine, Octobre 2007

³⁵ ICVA, the Swedish Government and the United Nations, *Follow-up report of the Multidisciplinary mission to the Central African Republic (10-17 May 2007)*, 12 June 2007, <http://www.icva.ch/doc00001872.html>

³⁶ ICVA, the Swedish Government and the United Nations, *Follow-up report of the Multidisciplinary mission to the Central African Republic (10-17 May 2007)*, 12 June 2007, <http://www.icva.ch/doc00001872.html>

une aide humanitaire³⁷. D'avantage d'assistance notamment dans les secteur de la santé, de l'alimentaire et de la protection est nécessaire.

L'absence de sécurité ainsi que les délais administratifs et les difficultés logistiques constituent les obstacles principaux à une aide humanitaire plus efficace en RCA. En effet, 60% du territoire Centrafricain est hors d'atteinte des organisations humanitaires à cause du manque de routes et de la continuation des combats. De plus, les organisations humanitaires travaillant dans le nord sont particulièrement affectées par les attaques de bandits et groupes rebelles.

Alors que des négociations sont en cours avec l'UFDR, la situation humanitaire et des droits de l'homme demeure extrêmement inquiétante. A moins que le Gouvernement n'adresse les racines de la crise en RCA, dont le manque de sécurité, l'extrême pauvreté, le besoins de dialogue politique et les violations systématiques des droits de l'homme, la situation humanitaire et des droits de l'homme en RCA continuera de se détériorer.

IV. Le rôle de la France en République Centrafricaine

Toute présentation de l'histoire de la Centrafrique serait incomplète si elle omettait le rôle qu'y a tenu et y tient encore la France.

En effet, la relation entretenue par Paris avec la Centrafrique est l'archétype de ce que les observateurs ont baptisé la « Françafrique », c'est à dire l'architecture des pratiques mises sur pied après les indépendances pour pérenniser le lien autoritaire de la France avec ses ex-colonies.

En RCA, le système mis en place utilise les bases classiques de la coopération définie par Jacques Foccart en 1960. Au croisement des plans diplomatiques, politiques, militaires et économiques, la mise sous tutelle du pays s'est donc pérennisée à l'ombre du nouvel ordre international des indépendances et du devoir d'assistance dont jouent les états envers leurs anciennes colonies.

1- La présence française en RCA

Une Colonisation impitoyable

Dès son origine, en 1890, l'Oubangui-Chari est une création strictement Française, répondant à des objectifs coloniaux. L'administration va donc concéder ce « pays » artificiel à une vingtaine de sociétés d'exploitation forestières et minières. Aussitôt, la population locale est soumise à une nouvelle forme d'esclavage et une des plus terrifiante colonisation du continent.

Mais la pression coloniale sur les autochtones devient telle qu'en 1928, débute autour de Bouar, la guerre du « Kongo Wara ». Cette insurrection contre les blancs dure trois ans et est impitoyablement réprimée par les troupes coloniales Françaises.

Après la seconde guerre mondiale naît une timide prise de conscience auréolée de l'idée d'indépendance. En Oubangui-Chari, Barthélemy Boganda oeuvre à la création de la

³⁷ HDPT, Fiche d'Information République Centrafricaine, Novembre 2007, http://hdptcar.net/files/documents/HDPT_CAR_Fact_Sheet_FRA.pdf

République Centrafricaine et à l'émancipation de l'Afrique et à la Constitution des « Etats-unis d'Afrique Latine ». Malheureusement pour lui, ses idées progressistes ne trouvent pas de place dans le schéma des nouvelles relations de la France à ses ex-colonies, dessiné par Jacques Foccart. Premier chef du gouvernement de la nouvelle république de Centrafrique RCA en 1958, Boganda meure dans un accident d'avion « inexplicable » le 26 mars 1959. L'année suivante, la France concède l'indépendance à la RCA, non sans avoir promu David Dacko - un homme facile et subordonné à la métropole - à la Présidence de la République.

Un control politique et militaire de la RCA par la France

La manipulation de la politique Centrafricaine par la France a été une constante depuis son indépendance. Tous ses présidents depuis 1958 ont été placés avec l'appui avéré ou vaguement dissimulé de Paris, ces mêmes présidents souvent démis à leur tour au bon vouloir de la France³⁸. Depuis 47 ans, le cercle du pouvoir ne s'est pas non plus beaucoup élargi, les mêmes noms revenant inmanquablement sur la scène politique, promus parfois par ceux qu'ils avaient un jour combattu.

En 1966, à l'occasion d'un coup d'état³⁹, Jean Bedel Bokassa, chef d'état major des Forces Armées Centrafricaines (FACA), accède au pouvoir avec la faveur du général De Gaulle et de Jacques Foccart. Il y restera 14 ans, le temps de créer un empire⁴⁰ et de s'illustrer comme un tyran notoire. En 1979, la folie du personnage est devenue trop manifeste⁴¹ et le 20 Septembre 1979, c'est une opération militaire Française baptisée « Barracuda » qui dépose l'empereur Bokassa pour replacer à la tête de la République rétablie, David Dacko. Tranquillisée par l'absence de préoccupations que suscitent ses diverses ingérences, la France contrôle ouvertement le pays grâce aux services Français (SDECE et DST).

Mais Dacko n'est aux yeux de l'Elysée qu'une solution provisoire et dès 1982 la DGSE⁴² appuie un nouveau coup d'état, au cours duquel le général Kolingba prend le pouvoir. Placé directement sous la coupe des services secrets Français par l'entremise du colonel Jean Claude Mantion, Kolingba va réorganiser les FACA de façon à protéger les intérêts Français et, en particulier, le centre logistique qu'est devenu le pays pour l'armée tricolore. À partir de deux bases permanentes, Bouar et Bangui, les troupes françaises disposent et usent en effet d'un véritable « porte-avions » au cœur du continent. À cette époque, la RCA est l'un des paradis des troupes coloniales. Leur présence est l'une des clés du rôle que la France entend maintenir en Afrique équatoriale.

Bangui est également le centre de tous les trafics, des prospections minières non déclarées, de la contrebande. De son côté la DGSE a carte blanche pour mener le pays à sa guise, et sécuriser les mécanismes de mise à sac du territoire. Ainsi, la zone minière de Berbérati sera déclarée « zone militaire Française » et interdite. Nul ne connaît exactement la valeur de l'or ou du diamant exporté annuellement et, bien entendu, cette dissimulation profite à certains.

En 1993, André Kolingba est sur la sellette: les échecs économiques s'amoncellent et surtout il est grand temps de faire rentrer la RCA dans le giron de la nouvelle doctrine Française,

³⁸ Ainsi David Dacko, renversé par Jean Bedel Bokassa en 1965, deviendra son premier ministre en 1976, avant de lui succéder de nouveau après l'opération Barracuda en 1979

³⁹ Demeuré dans l'histoire sous le nom de « Coup d'état de la Saint Sylvestre ».

⁴⁰ Un sacre largement financé par l'Elysée.

⁴¹ En particulier, le massacre de 100 enfants dans la prison de Ngaragba, à Bangui, un scandale dénoncé par Amnesty International et qui fit grand bruit.

⁴² Direction Générale de la Sécurité Extérieure, nouvelle appellation de l'ex-SDECE

celle du « discours de la Baule », qui subordonne le soutien de Paris à la démocratisation de ses ex colonies. Des élections sont organisées qui voient la victoire d'un ancien premier ministre de Bokassa : Ange Félix Patassé. Officiellement, l'homme se démarque de la France. Il est en réalité la créature des réseaux Pasqua et Marchiani, en concurrence avec l'état-major et la cellule africaine de l'Elysée. Patassé prolonge le népotisme, tribalisme, la corruption, et l'incompétence de ses prédécesseurs.

En 1996, les FACA qui ne sont plus payés se mutinent. Patassé appelle en catastrophe la France, qui abat ses cartes et vient à son secours. Les parachutistes des Régiments Parachutistes d'Infanterie de Marine (RPIMa) rétablissent l'ordre à Bangui, au cours de l'opération "Almandin 1". Les commandos du 1er RPIMa font régner l'ordre tandis que l'Elysée gère la crise, en faisant couper les téléphones de l'opposition. C'est un officier Français, le général Thorette qui signera lui même le cessez-le-feu avec les mutins.

En janvier 1997, a lieu une seconde mutinerie, l'opération française se nomme alors "Almandin 2". Cette fois deux soldats français sont tués. Les parachutistes mènent alors un raid de représailles dans les quartiers hostiles, tuant plusieurs dizaines de centrafricains, soldats et civils.

Par trois fois, cette année-là, la France s'interpose, brandissant devant la communauté internationale « l'accord de défense » passé avec la RCA⁴³. Au cours de ces opérations, la puissance de feu de l'armée française fait des ravages chez les mutins, tandis que depuis Bangui, les forces spéciales françaises regroupent deux cent mercenaires pour aller « sauver » le maréchal Mobutu au Zaïre voisin.

Cependant, en 1996 un fait nouveau apparaît: la population manifeste contre la présence Française. Le centre culturel Français est rasé et Paris doit rapatrier les trois quarts de ses expatriés. La France promeut alors à son avantage une force d'interposition (la Mission de Surveillance des Accords de Bangui - MISAB) composée de soldats Tchadiens, vrais « supplétifs » des Français. En 1998, la France ferme ses bases et retire son effectif permanent⁴⁴. Mais la tutelle demeure, cette fois par l'intermédiaire des « Tchadiens » d'un côté et de la coopération militaire de l'autre.

Les élections présidentielles de 1999 sont notoirement arrangées, avec l'aide de l'ambassadeur de France M. Simon. Patassé est réélu pour un mandat et il continue de pratiquer l'arbitraire avec son peuple. Les mutineries sont encore l'objet de vengeances sanglantes et les camps continuent de s'entretuer. Mais Patassé va commettre une erreur fatale en se tournant vers les Etats-Unis, particulièrement à l'affût du pétrole de sa frontière Nord. Le résultat ne tarde pas: en 2002, Patassé affronte un coup d'état mené par François Bozizé. Cette première tentative est un échec, mais la France sous le vocable habituel de « protection de ses ressortissants » renvoie à l'occasion 350 soldats à Bangui au cours de l'opération « *Boali* ». Ils y restent et cette fois ne viennent pas au secours du président lorsqu'en mars 2003, Bozizé attaque de nouveau la capitale et prend le pouvoir.

Deux ans plus tard, Bozizé est légitimé par des élections. Les droits de l'homme ne sont pas pour autant garantis et la petite population Centrafricaine reste sous la coupe de la Garde Présidentielle, unité de soldats d'élite jouissant d'une l'immunité totale, entraînée et dirigée par un officier français, le Général Demba. L'opération *Boali* maintenue depuis quatre ans

⁴³ Un accord qui aurait été signé par le général de Gaulle mais qui n'a jamais été rendu public, au point de faire douter certains de son existence.

⁴⁴ Même si un effectif de 260 hommes restent dans le cadre de la MINURCA jusqu'en 1999.

s'ajoute ainsi à la coopération militaire proprement dite, au nom de laquelle des officiers généraux Français sont présents au titre de «conseillers» dans l'état major des FACA⁴⁵.

Le pouvoir demeure aussi volatile à Bangui. En particulier, en novembre 2006 puis mars 2007, les rebelles de l'Union des Forces Démocratiques du Renouveau (UFDR) attaquent la ville de Birao, à chaque fois repoussés par une opération conjointe armée française/ FACA, largement appuyée par le soutien aérien de Mirages F1 venus de N'djamena. À l'image de l'état de délabrement et du sous-équipement des FACA, les moyens des rebelles ne supportent pas la comparaison avec la puissance de feu tricolore. Le pouvoir en place à Bangui est en effet entièrement dépendant du contingent de troupes d'élites françaises et l'absence de capacité de la RCA à administrer des provinces éloignées - telle la Vakaga revendiquée par l'UFDR - exige de pouvoir y justifier le prépositionnement des Français. L'endroit est en effet dans le triangle des trois frontières (Tchad/ Soudan/ RCA), une zone à haut risque et d'importance stratégique dans le cadre de l'évolution des conflits voisins. En ce sens, l'attaque de l'UFDR est tombée à point nommé, puisque la France dispose maintenant à Birao d'une «sonnette» de 250 légionnaires et parachutistes, ainsi que d'un aéroport.

Le rôle que tient la France en Centrafrique se place donc dans la continuité de son administration coloniale de l'Oubangui-Chari. Les moyens d'action ont certes évolué, et doivent dorénavant se parer d'une légitimité au regard du droit international. Mais en usant de son «accord de défense» et du secours militaire, la métropole dispose d'un levier déterminant sur la vie politique du pays.

Un control économique de la RCA par la France

Toutefois, la France veille jalousement à ne pas se laisser déborder sur d'autres fronts, en particulier économique. Sur ce plan, la RCA doit faire face à une situation désastreuse, confrontée au règlement de sa dette publique et à l'absence d'infrastructure industrielle. En son titre d'ancienne tutelle, la France dispose déjà d'un levier dans l'usage du Franc CFA, monnaie strictement cadrée par la Banque de France par le biais de la BEAC. Cet outil monétaire utilisé avec rigueur se révèle autant un frein dans l'investissement «légal» étranger, qu'une contrainte pour l'économie nationale.

Ensuite, depuis plusieurs années, Paris gère les finances de RCA en rachetant des créances, facilitant l'accès du pays à l'engagement multilatéral ou à l'initiative «PPTTE renforcée», une part très large de l'Aide Publique au Développement (APD) bilatérale étant engloutie dans cette vision financière de la coopération. Ce choix de la France de privilégier le règlement financier de la dette, entretient la dépendance d'un pays qui ne voit pas l'aide accordée insufflée dans son propre développement, mais plutôt réinjectée dans le circuit sans fin des créances internationales.

Comme il a été expliqué dans le présent rapport, avant toute chose, si la France garde autant de prérogatives sur la RCA c'est bien grâce à l'oubli international dont est victime le pays. Un oubli qui autorise Paris à user d'une paternité à peine masquée, puisque le pays n'intéresse aucun média, du moins en l'absence de crise de haute intensité.

2- Les raisons de la présence française en RCA

Les raisons économiques de la présence française en RCA

⁴⁵ Parmi lesquels le Général Guillou, conseiller spécial du ministère de la défense.

La lecture des intérêts Français, pour être lisible, doit se faire elle aussi en isolant ses champs. En effet, si l'Élysée accorde plus que de l'attention à Bangui, il est opportun de penser que ne sont pas seulement en jeu une vision altruiste et humanitaire ou une réelle préoccupation du développement national.

Sur le plan économique, la déliquescence entretenue du pays a favorisé l'extraction de pierres, de minerais et le trafic d'ivoire hors de tout contrôle. En 1979, l'affaire des diamants de Bokassa impliquant Giscard n'était alors qu'une toute petite évocation de l'énorme fuite d'or et de diamants orchestrée par divers affairistes hexagonaux. Il en est de même pour le marché du bois et de l'hévéa, concédés à des individus en mal d'aventures tropicales, généralement Français, toujours contrôlés par la DST.

Les régimes de A. Kolingba et de A.F. Patassé s'inscriront dans la même logique de «comptoir». Ce dernier se lance à corps perdu dans des affaires privées de négoce d'or et de diamants, multipliant les sociétés frauduleuses dont les financements parallèles cachent mal un système de blanchiment d'argent⁴⁶. Les soldats français s'y opposent d'autant moins qu'ils sont eux-mêmes impliqués dans la fraude du diamant⁴⁷. Le territoire tout entier se trouve ainsi livré au pillage d'individus louches, avec la complicité des autorités qui en retirent leur part. Cette nébulosité des affaires s'étend sur les marchés du cuivre mais aussi de l'uranium, l'intérêt accordé à ce dernier minerai étant tout aussi économique que stratégique.

Les raisons stratégiques de la présence française en RCA

La présence militaire Française en Centrafrique, quasi continue depuis l'indépendance, relève à la fois de la tutelle politique sur le pays, mais aussi du rôle global qu'entend tenir la France sur l'ensemble de la sous région. Le moindre n'étant pas la surveillance de la République Démocratique du Congo (RDC), ex-Zaïre, et de ses immenses gisements.

Il reste cependant un autre aspect, plus français, celui-ci. Les troupes françaises cultivent en effet une véritable idéologie de l'Afrique où elles prolongent l'hégémonie tricolore. L'Afrique est en effet un terrain d'exercice apprécié des soldats. Les combats y tournent toujours à leur avantage du fait de leur supériorité militaire et de leurs moyens technologiques, la guerre n'y ayant toujours pas pris la tournure terroriste affrontée au Moyen-Orient.

Enfin, une vision « paternalo-raciste » du continent ne les exonère pas du comportement d'une troupe d'occupation dont en témoignent les nombreux avantages « masculins » dont savent profiter parachutistes et légionnaires en virée à Bangui. Dans ce contexte, la présence militaire doit aussi être envisagée comme un objet idéologique issu de l'histoire même des troupes coloniales Françaises. En ce sens, le rôle politique de l'état-major des armées⁴⁸ est considérable et ne peut être négligé dans nombre de décisions Africaines, comme l'ont prouvé le Rwanda, le Congo mais aussi la Côte d'Ivoire.

Les raisons diplomatiques de la présence française en RCA

Une autre raison, souvent ignorée, des intérêts Français en Afrique est diplomatique. En effet, tant au Conseil de Sécurité qu'à l'assemblée générale de l'ONU, les grandes puissances ont

⁴⁶ Cf. rapport confidentiel de Jean-François Bayart au MAE - 1996.

⁴⁷ Cf. rapport C/95-58 du 29/06/95 *La criminalisation en Afrique Subsaharienne*- Centre Analyse et de Prévision.

⁴⁸ Ainsi que du Commandement des Opérations Spéciales (COS) et de la Direction du Renseignement Militaire (DRM)

besoin d'un réservoir de vote. En subordonnant les dirigeants Centrafricains à l'Elysée, la RCA est élevée au rang d'un allié indéfectible. Il va de soi que cette hiérarchisation des pays se paie en retour par l'institutionnalisation de l'ingérence à titre humanitaire dans un Conseil de Sécurité exclusivement géré par les membres permanents. En ce sens l'Afrique, a toujours été l'une des bases électorales de la France à l'ONU. Cet aspect n'est, bien entendu, que l'une des composantes de l'écheveau complexe de la Françafrique, mais il ne peut être oublié.

La Francophonie

Enfin, la France reste pétrie d'une idée de grandeur, figée dans son rêve de phare mondial du progrès et d'unique alternative à l'hégémonie américaine. À ce titre, la France a toujours eu le besoin d'entretenir cette puissance d'influence, remplaçant la colonisation par la coopération. La peur de toute perte d'influence en Afrique devient alors une explication de la constance africaine de l'Elysée.

Au milieu de ce croisement d'intérêts, manipulés directement depuis la présidence de la république Française, la Centrafrique est maintenue sous une perfusion de pauvreté et de l'étouffement de son débat démocratique, sous la pression de dirigeants choisis pour leur incompétence. Cette incompétence même qui justifie «l'aide» accordée, militaire, économique, politique. Il s'agit alors d'un mécanisme fermé générant de lui-même sa perpétuation. Les 4 millions de Centrafricains en font les frais, dévorés par une pauvreté effrayante.

3- Une nouvelle donne

Cependant, le rapport de force entretenu par la France pourrait bien se modifier un jour. En effet, la situation financière du pays n'en fait plus un bon client pour les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale). Les banques chinoises ou régionales quant à elles pourraient bien être moins regardantes sur les conditionnalités de prêts, ce qui contrarie bien évidemment l'autorité Française.

Bozizé semble également avoir assimilé cette nouvelle donne, défiant Paris à plusieurs reprises malgré le soutien militaire français contre la rébellion de l'UFDR.

En particulier, après l'élection de Nicolas Sarkozy, la diplomatie Française s'est empressée de soutenir l'annulation de la dette de la RCA, en imposant ses conditionnalités, en particulier le départ de Sylvain Ndoutingaye, le neveu de Bozizé, du ministère des Mines. Mais Bozizé répond en nommant le même, ministre des Finances⁴⁹. Ndoutingaye s'était déjà illustré contre les intérêts hexagonaux en soutenant et obtenant la nationalisation du secteur pétrolier, majoritairement détenu jusque-là par Total. Voici la multinationale exclue du marché Centrafricain⁵⁰, un geste évidemment très mal perçu à l'Elysée.

Quoi qu'il en soit, l'absence de réaction française et la continuation du soutien à Bozizé pourraient bien se révéler une première inflexion dans le schéma des relations de Paris à Bangui, reproduit depuis 40 ans. Faut-il y voir un aveu de faiblesse, la preuve géopolitique que la France, elle aussi, de son côté a besoin de l'Afrique? Jusqu'à présent, seuls quelques

⁴⁹ Poste dont il démissionna en octobre 2007

⁵⁰ Étroite coïncidence : le colonel Kadhafi vient justement de faire don d'une importante cargaison de pétrole à la RCA, la nationalisation du secteur serait alors une méthode pour tirer encore plus de bénéfices de ce cadeau.

hommes politiques dont Boganda ont usé de ce rapport. D'une façon ou d'une autre ils ne sont jamais restés au pouvoir. Hélas, le passé politique de F. Bozizé incite à penser que ses objectifs ne sont pas ceux du «père de la République». Seul l'avenir le dira, et la France y tiendra certainement un rôle.

V. Conclusion

Depuis son indépendance, la République Centrafricaine est devenue un des pays les plus pauvres et les plus dangereux au monde. Le pays tout entier étant victime d'un sous-développement chronique et d'une pauvreté extrême, l'abandon des régions du nord du pays à des forces armées peu entraînées, des bandits et des forces rebelles a abouti à une crise humanitaire et des droits de l'homme.

Ayant concentré ses capacités sur Bangui afin de protéger la capitale d'un coup imminent, le régime actuel n'a pas offert aux populations en dehors de Bangui les ressources, les infrastructures et la protection dont elles ont besoin. Le Gouvernement a en particulier échoué dans son devoir d'empêcher et condamner les exactions perpétrées par les forces gouvernementales et rebelles envers la population civile.

La responsabilité de protéger la population civile revient en priorité au Gouvernement Centrafricain qui doit absolument réorganiser les forces armées, mettre fin aux violations des droits de l'homme en sécurisant la totalité du pays, condamner tout crime commis, améliorer les conditions de vie de la population Centrafricaine et initier une vraie réforme démocratique.

Etant donné l'incapacité du Gouvernement Centrafricain à adresser en particulier la crise économique et sécuritaire du pays, la communauté internationale a le devoir d'assister et de protéger la population Centrafricaine. La France n'ayant pas exercé une influence positive sur le pays depuis son indépendance, il revient aux Nations Unies et à l'Union Européenne d'adresser les racines de la crise en RCA en protégeant la population civile, encourageant une réforme démocratique, en assurant que ceux qui ne respectent pas les droit de l'homme soient poursuivis, soutenant le développement du pays.

Il est du devoir de la communauté internationale de déployer immédiatement une force de maintien de la paix en RCA, ayant pour mandat la protection des populations civiles. Après des mois de spéculations à l'ONU, à l'UE et des messages contradictoires provenant de Bangui et N'Djamena, une force 'multidimensionnelle' de l'ONU et de l'Union Européenne a finalement été approuvée le 25 Septembre 2007 pour le Tchad et la RCA. La Résolution 1778 du Conseil de Sécurité de l'ONU a établie pour une période d'un an une mission de l'ONU appelée MINURCAT (Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad) et une force de l'Union Européenne placée sous la Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. MINURCAT, qui comprendra 300 policiers et 50 officiers de liaison militaire, aura pour mandat d'assurer la sécurité et la protection des civils dans l'est du Tchad et le nord-est de la RCA, de promouvoir et défendre les droits de l'homme, de soutenir une Police Tchadienne pour la Protection Humanitaire (PTPH) et de coordonner avec les autres acteurs présents dans la région une assistance humanitaire aux populations dans le besoin. La force Européenne (EUFOR) - mandatée sous le chapitre VII de l'ONU - comprenant 4000 hommes sera autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires afin de contribuer à la protection des

populations réfugiées, de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et d'assurer la protection et le libre mouvement du personnel de l'ONU sur place⁵¹.

IL est prévu que la France fournisse la moitié du contingent de l'EUFOR, sans que les opérations *Boali* et *Epervier* ne soient remises en cause. Bien que la France ait acquis une expertise considérable dans la région, son soutien inconditionnel des régimes de F. Bozizé et I. Deby en dépit des violations des droits de l'homme commises par ces régimes, n'en fait pas un acteur impartial. La présence Européenne doit en effet être impartiale et neutre, ce qui implique que les troupes Françaises, considérées comme alliées à F. Bozizé et I. Deby par de nombreux groupes rebelles au Tchad et en RCA, doivent être exclues de la force. La France ne devrait fournir pas plus qu'une aide financière, logistique et une expertise à la nouvelle force Européenne.

L'Union Européenne doit développer une capacité de maintien de la paix qui ne dépende ni de la France ni du Royaume-Uni, en utilisant les forces des autres pays ayant exprimé un désir d'intervenir en Afrique Centrale ces dernières années. Finalement, la force de l'ONU et de l'Union Européenne doit également intervenir dans le nord-ouest de la RCA, où des violations massives des droits de l'homme continuent d'avoir lieu.

Si le Gouvernement Centrafricain et la communauté internationale ne prennent pas des mesures immédiates pour résorber la crise actuelle en RCA, la situation humanitaire et sécuritaire ainsi que les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ne feront que s'aggraver, mettant en danger les vies de milliers de personnes et déstabilisant l'ensemble de la région.

VI. Recommandations

Au gouvernement de la République Centrafricaine

1. Restaurer au plus vite l'état de droit sur la totalité du territoire de la RCA. Ce rétablissement implique en premier lieu de:
 - Instaurer un lien de confiance entre les FACA et la nation en réorganisant et entraînant une armée disciplinée et subordonnée au respect des droits de l'homme et de chaque citoyen Centrafricain
 - Poursuivre et condamner toute exaction commise par les forces de l'ordre, policiers et militaires, depuis mars 2003.
 - Dissoudre immédiatement la Garde Présidentielle et l'OCRB.
 - Sécuriser les régions du nord du pays par le déploiement d'un personnel militaire et policier adéquat, l'instauration d'un dialogue politique et le redressement des

⁵¹ Résolution 1778 du Conseil de Sécurité de l'ONU du 25 Septembre 2007, UN Document S/RES/1778 (2007)

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N07/516/16/PDF/N0751616.pdf?OpenElement>

conditions de vie de la population locale afin de permettre le retour de chaque déplacé dans son foyer d'origine.

- Déployer l'administration dans toutes les communautés du territoire, garantissant à chaque citoyen un juste accès à l'éducation, la santé, la justice.
 - Organiser des suffrages municipaux et locaux tout en soutenant une réflexion nationale sur les pouvoirs accordés aux communes et régions
2. Dans la perspective des élections nationales à venir, assurer le développement d'une vie démocratique respectueuse des fondamentaux de l'individu. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement doit assurer et garantir:
 - La liberté de la presse en mettant immédiatement fin aux harcèlements, poursuites, et condamnations pénales auxquelles sont régulièrement assujettis certains journalistes dits « d'opposition ».
 - Le droit d'exercice des associations de défense des droits de l'homme.
 - L'élaboration d'une négociation générale avec l'opposition politique et armée, structurée autour du principe de leur intégration dans le paysage politique régulier.
 - Le refus systématique de l'amnistie des crimes et exactions commises au cours des violences passées, quelles que soient leurs contextes et auteurs.
 3. Protéger et développer l'économie nationale, grâce à la mise en place d'une politique industrielle, agricole et touristique rigoureuse, débarrassée de toute trace de corruption. Pour cela le gouvernement doit :
 - Entreprendre au plus vite la mise en œuvre de grands chantiers assurant le désenclavement social et économique des provinces éloignées de Bangui, dont trois axes routiers majeurs (Biraou-Bambari ; Bouar-Ndele ; Bria-Obo) et un chemin de fer Bangui-Garoua.
 - Soutenir les agricultures rentières du café et du coton par la revalorisation commerciale de la production, sur la base de créneaux porteurs comme la certification biologique.
 - Protéger le secteur touristique en luttant contre le braconnage et trafics d'ivoire, en surveillant les marchés de viande de brousse et en développant un tourisme autre que celui de la chasse.
 - Ouvrir une négociation monétaire dans le cadre de la CEMAC et de la BEAC, afin de libérer le franc CFA. Le gouvernement pourrait alors s'appuyer sur une inflation contrôlée apte à la relance de l'appareil économique
 4. Collaborer pleinement avec la Cour Pénale Internationale dans son travail en République Centrafricaine.
 5. Faciliter le travail des organismes humanitaires dans le pays en éliminant les délais administratifs et minimisant les taxes qui leur sont imposées.
 6. Coopérer avec la MINURCAT et la fore Européenne afin d'assurer la protection des populations civiles.

À l'APRD et à l'UFDR

1. Cesser immédiatement toute violence de quelque nature qu'elle soit, et engager une négociation avec le gouvernement

2. Poursuivre, condamner et prévenir toutes violations des droits de l'homme perpétrée par les soldats et officiers des forces rebelles.
3. Faciliter le travail des organisations humanitaires dans les zones détenues par les forces rebelles.
4. Coopérer avec la MINURCAT et la fore Européenne afin d'assurer la protection des populations civiles.

À l'Organisation des Nations Unies

1. Développer la capacité de l'ONU à contrôler et signaler les violations des droits de l'homme en renforçant la section des droits de l'homme à BONUCA et en déployant une mission de surveillance sur le terrain.
2. Déployer sans délai les 350 policiers et officiers de liaison militaire de la MINURCAT afin de protéger les populations civiles des exactions commises par les forces gouvernementales et rebelles.
3. Assurer le déploiement rapide de la Force Européenne au Tchad et République Centrafricaine tout en s'assurant de la neutralité de cette force.
4. Se saisir de la situation du nord-ouest de la République Centrafricaine où la situation humanitaire et des droits de l'homme est extrêmement inquiétante.
5. Subordonner toute aide militaire à la poursuite et la condamnation par la justice centrafricaine des militaires accusés d'exactions quels que soit leur rang, et à la réorganisation des FACA ainsi que leur instruction dans un cadre international.
6. Faciliter une négociation politique entre rebellions et Gouvernement.
7. Œuvrer au plus vite au retour des populations déplacées en exigeant la sécurisation des zones concernées.
8. Établir dans la Vakaga une structure prête à faire face à un afflux de réfugiés du Darfour en y constituant une base logistique opérationnelle de façon à anticiper l'enclavement de la saison des pluies.
9. Sécuriser les interventions humanitaires en maintenant des contacts simultanés avec gouvernement et rébellions concernées.
10. Promouvoir l'appel aux bailleurs de fond internationaux, en privilégiant les initiatives de développement proposant des moyens d'assurer l'accès à l'eau potable pour tous, d'accroître la prophylaxie et le traitement de la malaria, de résorber les carences alimentaires sévères (par la formation agricole), d'améliorer la salubrité des quartiers suburbains de Bangui et d'encourager l'éducation primaire et secondaire.
11. Garantir les exportations centrafricaines en mettant sur pied de nouveaux partenariats douaniers Afrique-Europe, dans le cadre de la CEMAC.

À l'Union Européenne

1. Déployer sans délai la Force Européenne au Tchad et République Centrafricaine tout en limitant le rôle de la France à une participation logistique et une contribution financière.
2. Subordonner toute aide militaire au respect de la démocratie et des droits de l'homme et au rétablissement de la sécurité par une négociation politique.
3. Contribuer à la signature d'accords de partenariats économiques et appuyer les micro-crédits et l'assistance à l'éducation.
4. Contribuer à l'apurement de la dette publique, en limitant toute contrainte imposant une perte de souveraineté de l'Etat Centrafricain.

À la République Française

1. Publier l'accord de défense passée avec la RCA ainsi que l'accord d'assistance militaire et d'instruction, et se limiter à l'application du droit international impliquant l'assistance dans le seul cas d'une « agression extérieure », celle-ci devant être prouvée.
2. Désengager immédiatement les forces armées de l'opération Boali et retirer les officiers français présents dans l'état major des FACA agissant dans le cadre de l'accord d'assistance et d'instruction.
3. Proposer une aide financière et logistique et prêter l'expertise Française à la nouvelle force Européenne.
4. Assurer un rôle logistique et financier au sein de l'Eufor et laisser à d'autres pays Européens l'engagement de troupes combattantes.
5. Conditionner toute aide financière bilatérale à la mise en oeuvre de vraies conditions d'exercice de la démocratie et à la dissolution de la Garde Présidentielle et de l'OCRB.
6. Mettre fin à toute tentative illégale d'extraction de pierre précieuse ou d'or et veiller au respect des conditions de vie des populations riveraines de toute concession accordée à des entreprises française (Uranium, Or, fer, cuivre,...)
7. Contribuer à un programme de financement des infrastructures routières et ferroviaires, privilégiant les entreprises Centrafricaines.



UNHCR
The UN
Refugee Agency

Fiche d'information – République Centrafricaine Octobre 2007

Rapatriement volontaire depuis 2004

Pays de retour	Sud Soudan	Sud Soudan (retours spontanés et assistés)	Tchad	RDC	autres
2004-2006	3 266	1 285	1 378	3 634	74
Jan. 2007	1 858	10	--	191	--
Fév. 2007	1 328	9	--	--	--
Mars 2007	1 159	8	--	--	--
Avril 2007	809	1	--	--	--
Mai 2007	--	11	--	--	1
Juin 2007	--	2	--	896	--
Juil. 2007	--	--	--	--	--
Août 2007	--	--	--	--	--
Sept 2007	--	--	3	--	59
Total	8 420	1 326	1 381	4 721	134
Soudan	9 746				

Réfugiés centrafricains et personnes déplacées

Pays d'asile	Nombre	Localisation
Tchad	50 000	48 000 à Gondjé, Amboko, Dosseye et Yaroungou camps et 2 000 spontanément installés le long de la frontière
Cameroun (estimatif)	27 000	cantonnés à l'Est
Soudan (Darfour)	3 000	Um Dukhun
Total (estimatif)	80 000	
Personnes déplacées à l'intérieur du pays (estimatif)	212 000	y compris 102 000 dans les préfectures de l'Ouham, l'Ouham-Pendé et Nana-Grébizi où l'HCR est présent
Total général	292 000	(Réfugiés centrafricains et personnes déplacées en RCA)

Réfugiés et demandeurs d'asile en RCA

Pays d'origine	Nombre	Localisation
Soudan	4 244	2 646 à Sam Ouandja, autres à Bangui, Mboki
RDC	2 100	Molangue, Bangui
Tchad	1 625	Bangui
autres nationalités	609	Bangui
Total	8 578	

Présence de l'UNHCR

UNHCR a une représentation à Bangui, une équipe de protection à Bossangoa pour les personnes déplacées, et une équipe à Sam Ouandja pour les réfugiés soudanais. Ses activités sont assurées par 5 fonctionnaires internationaux, 1 déployé, et 19 fonctionnaires nationaux.

Le Partenariat

Les partenaires de l'UNHCR sont la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), l'IRC, l'OIM et la CARITAS. L'UNHCR travaille en étroite collaboration avec l'Equipe du Pays des Nations Unies, avec les ONG, ainsi qu'avec les donateurs. L'UNHCR participe à l'exécution d'activités conjointes telles que l'octroi de la protection et de l'assistance aux populations déplacées.

Principaux objectifs et perspectives de solutions durables en 2007

- Assurer protection et assistance à tous les réfugiés vivant en RCA, en particulier ceux ayant des besoins spéciaux en collaborant étroitement avec la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) et les autres autorités et en renforçant leur capacité opérationnelle, notamment par l'adoption d'une loi nationale sur les réfugiés.
- Poursuivre et achever le rapatriement volontaire de 6 000 réfugiés soudanais du site de Mboki.
- Achever le rapatriement volontaire des réfugiés congolais qui souhaitent retourner en RDC.
- Promouvoir le rapatriement volontaire comme la meilleure solution durable tout en continuant d'assister les réfugiés congolais et ceux d'autres nationalités qui souhaitent s'intégrer localement.
- Fournir une protection et une assistance aux personnes déplacées internes dans le nord de la RCA dans le cadre d'un partenariat stratégique entre les agences onusiennes, les ONG et les bailleurs de fonds.
- Intégrer les aspects de la violence sexuelle et du VIH/SIDA dans les programmes de l'UNHCR.
- Continuer de coopérer étroitement avec les autres agences des Nations Unies et les ONG nationales et internationales.

Pour de plus amples informations, veuillez bien contacter Mme Annie Raykov, raykov@unhcr.org

Fiche d'information République Centrafricaine

1 novembre 2007

Superficie et population	
Superficie	622 984 km ²
Superficie comparative	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1,1 x France ▪ 0,9 x Texas
Population ¹	4 216 666

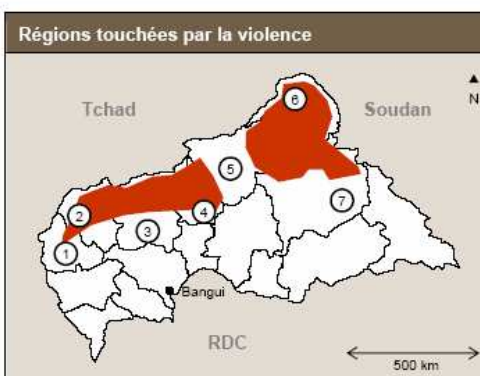
Economie et développement	
PIB par personne 2006 ²	USD 355
PIB taux de croissance en 2006	3,8 %
Indicateur du développement humain (IDH)	0,353
Rang IDH ³	172 parmi 177
Tx de changement IDH 1990–2004	- 8,8 %
Tx vivant sur moins de US\$ 1 / jour	67 %

Santé publique générale	
Espérance de vie ⁴	40,0 (h), 45,7 (f)
Mortalité infantile (par 1 000) ⁵	106
Mortalité enfants < 5 (par 1 000)	176
Mortalité maternelle (par 100 000)	1 355
Pop. sans accès à l'eau potable	1 400 000
Enfants < 1 pleinement immunisés	32,0 %

VIH/SIDA (hommes et femmes, 15-49 ans) ⁵	
Prévalence total	6,2 %
Prévalence par sexe	4,3 % (h), 7,8 % (f)

Education	
Tx de scolarisation au primaire ⁶	55,5 %
Tx d'alphabétisation adulte	54 % (m), 32 % (f)

Sécurité alimentaire	
Malnutrition globale aigue < 5 ans	10 %
Malnutrition glob. chronique < 5 ans	38 %



Déplacement interne et réfugiés ⁷	
Personnes touchées par la violence	1 010 000
Réfugiés au Tchad, Cameroun, Soudan ⁸	98 000
Personnes déplacées internes (PDI)	197 000
Total de réfugiés et de déplacées internes	295 000

IDPs par région (pop, IDPs, IDPs / population)				
Nana-Mambéré ①	251 993	25 000	10 %	
Ouham-Pendé ②	464 272	50 000	11 %	
Ouham ③	398 179	24 000	6 %	
Nana-Gribizi ④	127 057	28 000	22 %	
Bamingi-Bangoran ⑤	46 620	8 000	17 %	
Vakaga ⑥	56 354	20 000	35 %	
Haute-Kotto ⑦	97 400	17 000	18 %	
Eleveurs nomades	-	25 000	-	

CAP 2007 (USD million, %) ⁹		
Montant total de l'appel	\$ 90,77	100 %
Financement alloué	\$ 53,40	59 %

Pour plus d'information, contactez:

Kersten Jauer | Gestionnaire d'Information | ONU
 Portable + 236 75 57 50 34 | kersten.jauer@undp.org

¹ UNFPA (2007), Projection démographique RCA pour 2007

² IMF (2007), World Economic Outlook 2008

³ UNDP (2007), Rapport mondial sur le développement humain 2008, <http://hdr.undp.org>

⁴ CAR (2003), Recensement Général de la Population et de l'Habitation 2003

⁵ MICS III (2008)

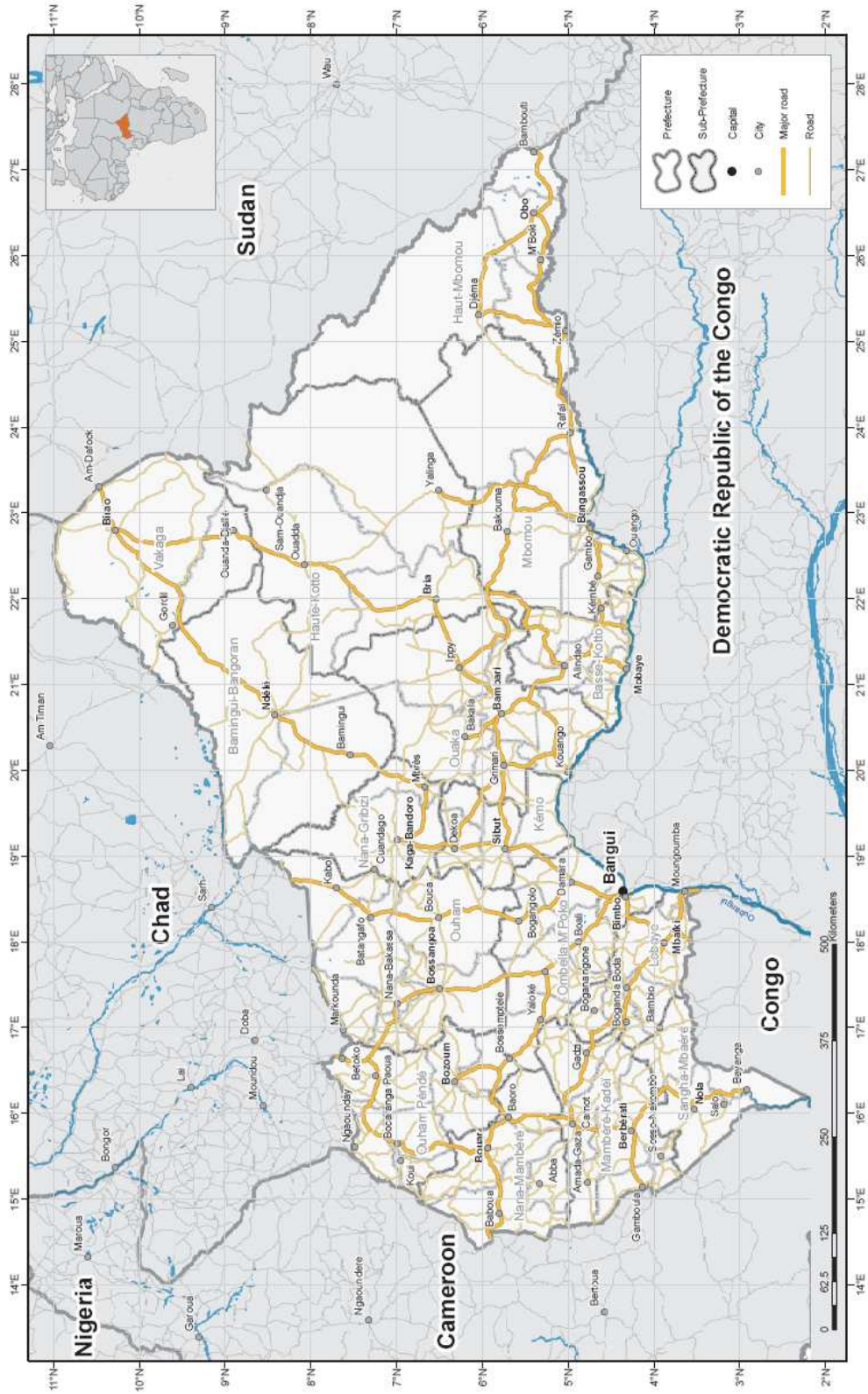
⁶ UNESCO, RESEN (2007)

⁷ OCHA CAR (Mars 2007), UNFPA (2007), Projection démographique RCA pour 2007

⁸ UNHCR (2007)

⁹ OCHA Financial Tracking System (10 août 2007), <http://www.reliefweb.int/fts>

Central African Republic



The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

Produced by the Office of the UN Resident and Humanitarian Coordinator
Bangui | Central African Republic | 15 July 2007 | www.hdptcar.net